

Le complexe du Goy. Ces « amis » français d'Israël qui flirtent avec l'antisémitisme

par [Vincent Geisser](#) - publié le jeudi 19 février 2009

Dans ce texte inédit, le politologue Vincent Geisser essaye d'analyser les ressorts de la position pro-Israël défendue par de nombreux responsables politiques, intellectuels et leaders d'opinion en France. Adhésion affective ou calcul politique ? Position réfléchie ou simple opportunisme ? Culpabilité ou peur de déplaire ? Parmi les explications avancées, il y voit entre autres l'expression d'une forme inversée d'antisémitisme qui consiste à ethniciser à outrance l'appartenance au judaïsme et à fantasmer l'idée d'une « puissance juive » dans l'Hexagone. En somme, judéophobes viscéraux et pro-Israéliens radicaux partagent le même préjugé : les Juifs formeraient une puissance occulte, qu'il faut combattre pour les uns, soutenir pour les autres. Au risque de surprendre, l'antisémitisme *goy* est sans aucun doute l'un des ressorts méconnus de ce soutien très franchouillard à l'État d'Israël.

Une fascination malsaine pour l'État d'Israël

Contrairement à une idée reçue, le premier soutien d'Israël en France procède moins de l'action d'un quelconque « lobby » mais d'abord de la lâcheté et de l'hypocrisie de nombreux leaders d'opinion qui fantasment la puissance de la communauté juive. Leur relation à Israël se greffe moins sur un amour sincère pour l'État hébreu que sur une représentation ethnicisante de la communauté juive qui flirte parfois avec l'antisémitisme et débouche sur une posture politique : « *Je suis avec Eux pour ne pas avoir d'ennuis* ». Le problème est que ce « Eux » tend à la fois à essentialiser l'appartenance au judaïsme, à particulariser le rapport des Juifs de France à l'identité nationale (ils seraient des Français pas tout à fait comme les autres) et à assimiler, sur un mode simpliste, identité juive/État d'Israël.

En somme, cette forme de soutien « très franchouillard » à Israël conduit à faire des Juifs de France une « tribu » au sein de la Nation française, et renoue indirectement avec les vieux thèmes antisémites du siècle dernier. Du coup, loin de normaliser l'État d'Israël en le considérant comme un « *État comme les autres* » - soumis aux mêmes règles du droit international que les États souverains - ce type de soutien verse dans une relation malsaine qui consiste à faire de l'État hébreu une sorte de « *monstre géopolitique* », que l'on s'interdit surtout de critiquer. Pire, elle en vient à assimiler totalement identité juive et nationalité israélienne, en venant à accréditer l'idée que les Juifs de France formeraient une sorte de « *tribu d'Israël* » au sein même de la Nation française.

La principale conséquence d'une telle représentation communautarisante à l'excès du judaïsme, c'est finalement de dépolitiser toute lecture ou interprétation du conflit, en le réduisant en un affrontement religieux séculaire entre « Juifs » et « Arabo-musulmans ». Loin de faire reculer l'antisémitisme franco-français, cette posture communautarisante participe à l'entretenir, en confortant l'idée que la France serait constituée d'une Majorité culturelle (catholico-laïque) et de deux minorités, l'une juive (minorité majorée), l'autre musulmane (minorité minorée), que l'on continue à traiter comme des parties exogènes du corps national. On en arrive à cette figure paradoxale d'un sentiment pro-Israélien, se greffant sur une attitude globalement antisémite qui, si elle ne se traduit pas dans les actes, est, malgré tout, fortement ancrée dans les esprits franchouillards.

On comprend dès lors le succès, ces dernières années, du thème de « l'antisémitisme arabo-musulman » qui fonctionne chez de nombreux Goys comme une entreprise de déculpabilisation collective, sur le registre : « *Nous aimons Israël, les Juifs sont nos amis et les vrais antisémites sont les 'petits Beurs' de banlieues qui pour des raisons religieuses s'en prennent aux synagogues* ».

La boucle est bouclée : la désignation d'un ennemi commun (le Beur antisémite, le musulman antisioniste) permet de faire l'économie de toute réflexion critique sur les ressorts de l'antisémitisme franco-français (qui sont loin d'être éteints) et, surtout, de refouler toute lecture raisonnée et raisonnable de la politique de l'État d'Israël, selon l'idée : « *Ce n'est pas notre affaire, c'est l'affaire des Juifs et des Arabes !* ».



Du notable de province au leader national : le tabou israélien

Tout observateur averti de la vie politique française ne peut qu'être frappé par l'inconsistance totale du discours de nos responsables politiques sur la question d'Israël. Quand ils n'adoptent pas purement et simplement une forme de mutisme (la peur de parler), les leaders politiques se réfugient souvent dans un discours prétendument pacifiste et équilibré sur le couplet désormais classique : « *Nous sommes pour la sécurité totale d'Israël et aussi...pour la création d'un État palestinien* ».

Là aussi, on pourrait croire que les leaders politiques français adhèrent majoritairement à la vision idyllique d'« *Israël, seule démocratie dans un océan de dictatures et de tyrannies arabes* » ou encore à la représentation mythique d'« *Israël, incarnation suprême de l'Occidentalité menacée par le despotisme arabo-musulman* ». Il est vrai, qu'aux lendemains de la Seconde guerre mondiale et de la découverte des horreurs de la *Shoah*, le soutien occidental à Israël a pu jouer le rôle de purification démocratique et d'exorcisme humaniste pour des États européens qui s'étaient très largement compromis par leur collaboration active ou passive avec le national-socialisme. Encore aujourd'hui, il est incontestable que le soutien à Israël participe de ce même processus de purification symbolique des sociétés européennes, coupables d'avoir « laisser faire » ou, pire, d'avoir participer, à l'entreprise d'extermination de six millions de Juifs.

C'est un sentiment de culpabilité parfaitement légitime et qui doit nous inciter à rester vigilants par rapport aux discours et aux actes antisémites qui reflorissent aujourd'hui, notamment dans les nouvelles démocraties d'Europe orientale mais aussi dans de nombreux pays arabo-musulmans, dont les régimes en faillite sont tentés d'utiliser la haine du Juif à des fins populistes. Toutefois, l'hypothèse de purification démocratique et d'expiation humaniste des crimes européens ne saurait expliquer à elle seule le soutien des responsables politiques français à l'État d'Israël.

Il y aussi des raisons basement matérielles qui relèvent précisément de ce complexe de l'antisémitisme pro-israélien. Celui-ci procède d'un rapport profondément ambivalent aux communautés juives locales, comme si celles-ci étaient dotées d'un pouvoir magique de punition, de représailles et, encore davantage, de disqualification politique. L'identification *Juifs de France/État d'Israël* est si fortement ancrée dans l'esprit de nos responsables politiques français, qu'ils la vivent comme une sorte d'épée de Damoclès placée en permanence sur leur tête.

Car, - et c'est probablement l'une des raisons principales de cette *israélophilie* très « franchouillarde », les leaders politiques, à l'échelon national, comme sur le plan local, fantasment très largement l'existence d'un « lobby juif ». Nous assistons probablement à un tournant de notre démocratie française, où l'utopie d'une *communauté de citoyens*, si chère aux penseurs universalistes, est en train de décliner au profit d'une conception segmentaire de la représentation nationale.

Celle-ci débouche sur une *praxis* politique : pour être efficace électoralement, il faut parler aux dites « communautés » et notamment à celles qui sont perçues comme les plus influentes, d'où l'importance démesurée accordée aux prétendus « conseils représentatifs », aux voyages en Israël et aux fameux « dîners », où se précipitent, dans la plus pure hypocrisie, tous nos politiques, du petit notable provincial au secrétaire national de parti.

En définitive, par leurs discours, leurs attitudes et leurs comportements, de nombreux responsables politiques français, y compris à l'échelon le plus modeste (maire, conseiller municipal, conseiller général...), contribuent à accréditer l'existence d'un « lobby juif », renforçant ainsi les pulsions antisémites qui se manifestent dans certains secteurs de l'opinion publique.



Ces Beurs pro-Israël qui fantasment le « lobby juif »

Dès le milieu des années 1980, dans le sillage de l'antiracisme médiatique, s'est manifestée chez certains courants de la mouvance beur une sorte d'attirance irrationnelle pour ce que certains appelaient à l'époque le « modèle juif ». Celle-ci était fondée sur le présupposé que les « Juifs avaient réussi à s'organiser et qu'il fallait donc faire comme eux ! ». Encore une fois, ce « Eux » renvoyait les Juifs de France à une forme d'extériorité au corps national mais, dans le même temps, à une sorte de proximité avec les Beurs (« nos cousins feufs »), qu'ils convenaient donc d'imiter.

Ces mouvements beurs ont mis un point d'honneur à développer des relations étroites avec les organisations communautaires juives, à la fois comme *parrains* et *passseurs*, comme si celles-ci étaient incontournables pour accéder aux médias et aux cercles de décideurs : « Fais toi parrainer par un cousin, tu auras plus de chances de réussir ! ».

Cette croyance présente chez certains Beurgeois participe du fantasme de la « puissance juive » qui n'est plus simplement l'expression des *Goys gaulois* mais aussi des *Goys beurs*, croyance qui les a souvent incité à développer un discours pro-israélien, non par adhésion lucide à la politique de l'État hébreu mais par mimétisme communautaire. Rien n'est en soi choquant qu'un citoyen français d'origine maghrébine et arabe soit favorable à l'État d'Israël. Dans un État démocratique comme la France qui, *a fortiori*, se réclame de la culture laïque et républicaine, il apparaît totalement légitime qu'un citoyen français puisse se déterminer en fonction de ses convictions personnelles et non de sa supposée ethnicité ou de son appartenance religieuse.

Fort heureusement, il existe en France de nombreux « Juifs » qui soutiennent le droit du peuple palestinien à avoir un Etat et de nombreux « Arabes » qui défendent le droit à l'existence de l'État d'Israël. En revanche, ce qui paraît plus choquant, d'un point de vue *éthique*, ce sont ces élites Beurs qui versent dans une *israélophilie* à base ethnique, nourrissant finalement les mêmes fantasmes que les pires antisémites. Ces Beurs pro-Israël en arrivent à véhiculer une rhétorique totalement manichéenne sur la situation politique au Moyen-Orient (Démocratie israélienne *versus* despotisme arabe ; Israéliens pacifistes *versus* terroristes arabo-musulmans ; gentil CRIF *versus* méchants barbus islamistes, etc.).

Ces discours pro-israéliens sonnent d'autant plus faux qu'ils se fondent sur aucune analyse politique rigoureuse, si ce n'est que sur le « complexe du Goy beur » qui veut paraître à tout prix intégré (et non intégriste) et se donnait par-là l'illusion qu'en étant pro-israélien, il gravira d'autant plus rapidement les différents échelons du système politique français.



Les « Frères » et le complexe du CRIF

Dans les milieux religieux musulmans français, les discours pro-israéliens sont rarissimes, pour ne pas dire inexistants. Si la prudence est de mise sur les questions géopolitiques et internationales – notamment depuis la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) – les prises de positions officielles des organisations musulmanes en appellent le plus souvent à la solidarité avec la Palestine et au soutien humanitaire des « frères palestiniens ».

Leur rhétorique repose principalement sur le registre de l'émotion et la fibre religieuse, la Palestine étant présentée comme le symbole d'une *oumma* musulmane martyrisée et meurtrie. Toutefois, cette *palestinophilie* musulmane n'est pas non plus exempte d'une représentation ethnicisante de la société française, avec une véritable fascination pour certaines organisations comme le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) qui, rappelons-le, est d'abord une organisation politique et non une fédération religieuse.

Les grandes associations musulmanes françaises ont d'ailleurs passé davantage de temps à essayer de construire des relations avec une organisation politique et ouvertement pro-israélienne – en occurrence le CRIF ne s'en cache pas – qu'à jeter les bases d'un véritable dialogue interreligieux avec les rabbins de France ou les croyants ordinaires.

L'une des explications de cette orientation politique réside précisément dans ce fantasme communautaire qui a très largement touché les milieux religieux musulmans : dialoguer avec le CRIF, c'est se donner l'illusion d'acquérir une crédibilité et une légitimité auprès des pouvoirs publics français (« être un musulman propre sur soi »), quitte d'ailleurs à perdre son âme.

D'aucuns diraient que cette fascination musulmane à l'égard du CRIF traduit également la volonté secrète de certaines associations islamiques de s'ériger, à moyen terme, en véritable « lobby musulman » de France, en signant leur CRIM (Conseil représentatif des institutions musulmanes) ! Résultat : le dialogue judéo-musulman ne s'est jamais aussi mal porté qu'aujourd'hui, moins en raison d'ailleurs des événements internationaux que de l'attirance malsaine des grandes organisations islamiques pour un « modèle communautariste » totalement contre-productif pour la cohésion sociale et la démocratie française.

Dans tous les cas, le CRIF a eu le dernier mot : les Frères lavés pour un temps du « péché d'islamisme » sont redevenus aujourd'hui « les intégristes » sous-marins du Hamas en France... A choisir les « mauvais » interlocuteurs, on finit toujours par se brûler la djellaba.



Les Goys et Israël : un « État d'exception » ?

Les Français parviendront-ils un jour à surmonter ce « complexe du Goy » ? Il est clair, qu'en l'état actuel, la situation apparaît compromise, et cela d'autant plus que ce complexe se fonde sur un sentiment profondément ambivalent à l'égard des Juifs de France et de l'État d'Israël, échappant à toutes les catégories normales du raisonnement et de la critique.

L'État hébreu reste perçu majoritairement comme un « État d'exception », suscitant finalement plus de crainte que d'admiration. Comme nous l'avons analysé tout au long de cet article, le sentiment pro-israélien, exprimé par de nombreux élites politiques, intellectuels ou éditorialistes français, est moins le signe d'une adhésion claire et consciente à la politique de l'État d'Israël que le produit d'une lecture ethnicisante et stigmatisante de la réalité sociale, dont certains traits convergent avec les préjugés antisémites.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant que des activistes antisémites d'hier, anciens militants des groupes de l'extrême droite radicale (Ordre nouveau, Parti des forces nouvelles, etc.) deviennent aujourd'hui les premiers défenseurs de l'État d'Israël, non pas tant qu'ils aient mûri mais, parce qu'ils ont reconverti leur *antisémitisme négatif* en *vision sémitisée* du monde, avec d'un côté, les « gentils Juifs » - et par extension les « gentils Israéliens » et, de l'autre, les « méchants Arabo-musulmans ».

Pour autant, leur grille d'analyse n'a pas véritablement changé, contribuant à traiter les « Juifs » de France sur le mode de l'exceptionnalisme communautaire, car dans l'esprit de nombreux Goys, les Juifs et les Israéliens sont, certes, des « amis », mais, des amis fort étranges.

Antisémites hier, pro-israéliens aujourd'hui, et demain ?